

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension,
c'est contagieux !

ACCORD DE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE

Nourrir le MONSTRE de la surconsommation

Qualifiée par certains de traité de libre-échange le plus vaste de l'histoire de l'humanité, par d'autres du pire affront assené à la démocratie, l'entente de Partenariat transpacifique (PTP) ne fait certes pas l'unanimité. Y a-t-il le péril en la demeure?

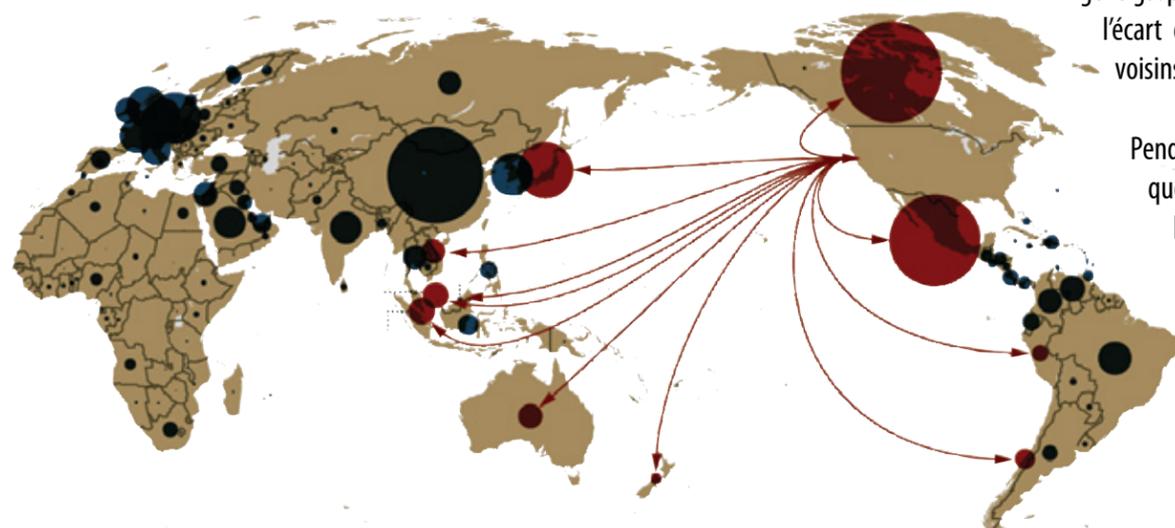
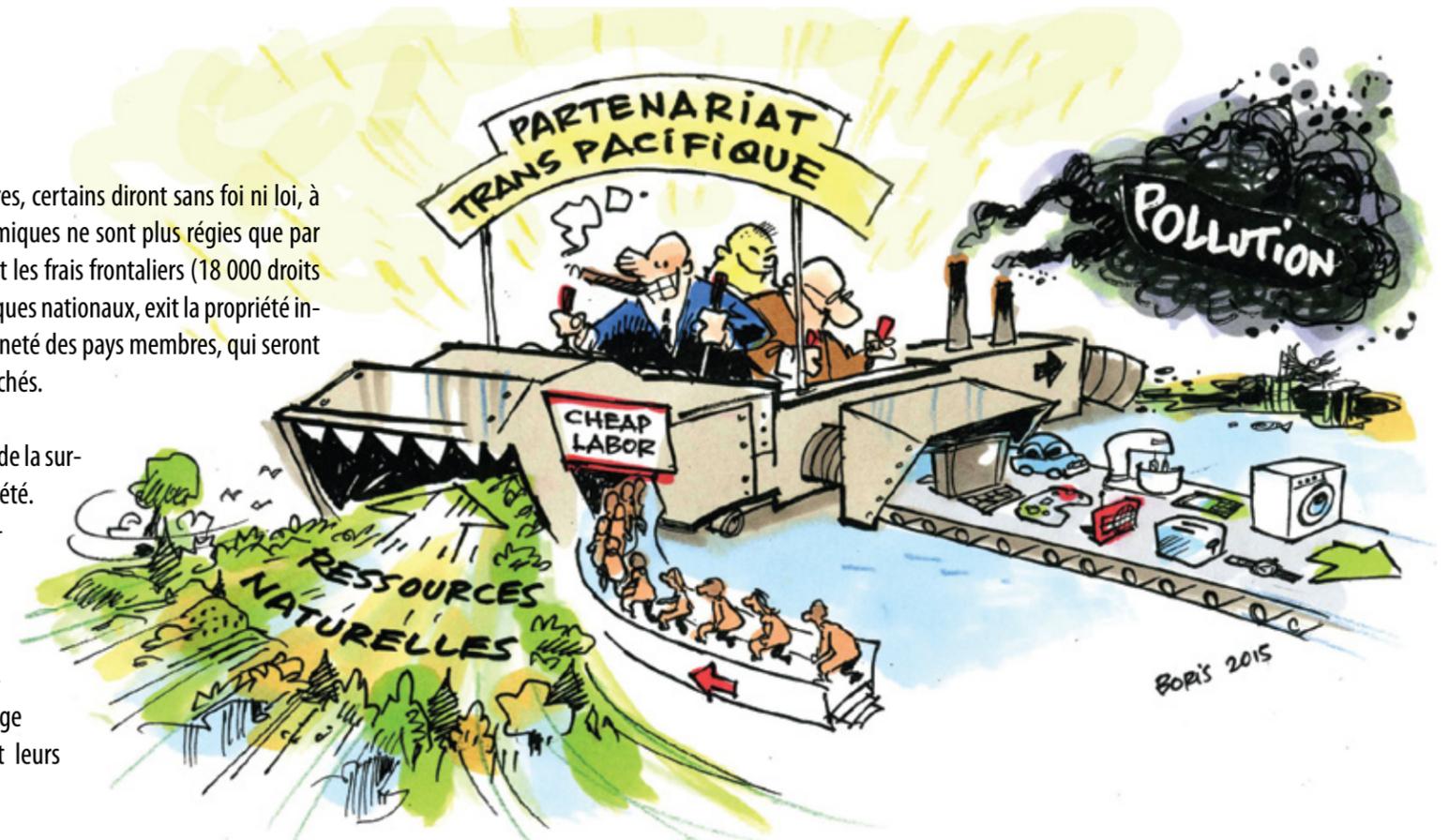
Le 5 octobre 2015, douze pays concluaient, après une ronde de négociation à huis clos, un accord de principe de 6000 pages ayant pour objectif de libéraliser les échanges pour un ensemble de 800 millions de consommateurs représentant 40 % de l'économie mondiale. Avant d'entrer en vigueur, l'accord doit maintenant être ratifié par chacun des pays signataires. Notons d'emblée que la Chine a été tenue à l'écart des discussions.

S'ajoutant à l'ALENA (accord de libre-échange mariant le Canada, les États-Unis et le Mexique) et à la zone globale de libre-échange instaurée par le Traité transatlantique, le PTP ferme la boucle d'un cercle vicieux de négociations visant à promouvoir la

surconsommation en créant un espace sans frontières, certains diront sans foi ni loi, à l'image du village global où les transactions économiques ne sont plus régies que par une seule règle, celle de l'économie. Avec le PTP, exit les frais frontaliers (18 000 droits de douane seront abolis), exit les remparts économiques nationaux, exit la propriété intellectuelle, les droits d'auteur, exit aussi la souveraineté des pays membres, qui seront désormais soumis au bon vouloir des nouveaux marchés.

Le PTP met la table, en somme, pour que le monstre de la surconsommation mondiale puisse se sustenter à satiété. Certes, la consommation crée des emplois et les emplois de la richesse. Mais il s'agit là d'une vision rose bonbon de la réalité, car la consommation excessive participe également à la destruction des écosystèmes, décuple la production de déchets, encourage le gaspillage et creuse davantage l'écart entre les pays riches et leurs voisins en développement.

Pendant qu'une poignée d'individus couchent sur papier quelques règles commerciales qui auront préséance sur des milliers d'autres, alors que le Canada s'apprête à être balayé par un tsunami de nouveaux produits portés par la vague du PTP, la planète gourmandise accuse une inquiétante dette écologique. Si l'ensemble des terriens consommaient comme les Canadiens savent le faire, il faudrait l'équivalent de cinq planètes pour subvenir à la demande. Le hic? Nous n'en avons qu'une.



Si l'ensemble des terriens consommaient comme les Canadiens savent le faire, il faudrait l'équivalent de cinq planètes pour subvenir à la demande. Le hic? Nous n'en avons qu'une.

En cette période de nouvelle année, les magasins, les chaumières, les lieux publics regorgent de cadeaux prêts à jeter, à déballer ou à remballer. Tout laisse croire que si le PTP est ratifié par les pays signataires, le Canada en particulier, le temps des Fêtes des années à venir verra leur population être inondée plus que jamais de marchandises de pacotille jetables. Sur la table de la cuisine, une dinde made in China et, au salon, un sapin made in Japan.

PTP : PÉRIL EN LA DEMEURE?

Étouffer la démocratie

Sur la trentaine de chapitres qui composent le PTP, seulement deux ont trait au commerce entre les pays. Les autres décortiquent divers enjeux telles les compensations financières prévues ou les recours judiciaires possibles lorsque les politiques internes d'un pays nuiront à la capacité d'une multinationale de faire des profits. Ainsi, une entreprise pourrait contester des lois d'intérêt public sous prétexte qu'elles s'opposent à sa croissance. Exemple probant : la compagnie américaine Lone Pine Resources poursuit actuellement le Québec à hauteur de 250 millions \$ parce que le moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste dans le Saint-Laurent nuit à ses activités. Cette procédure s'appuie sur un article de l'ALENA qui a son équivalent dans le PTP.

Censurer Internet à grande échelle

Loin du simple traité commercial, le PTP aura pour effet d'harmoniser les lois régissant la propriété intellectuelle et la gestion d'Internet dans tous les pays signataires. Sur ce dernier point, certaines voix vont jusqu'à parler d'un système de censure à grande échelle. Par exemple, le Canada s'est engagé à bannir d'Internet tout contenu qui, selon l'avis d'un tribunal extérieur au pays, violerait les droits d'auteur définis par le PTP. Ainsi, un fournisseur Internet pourrait être contraint de retirer des écrans la vidéo personnelle d'une petite fille de 10 ans ayant comme trame sonore une chanson populaire.

En vert et contre tous

Si certains articles du PTP mettent en relief l'importance de sauvegarder la biodiversité et imposent aux pays des planchers environnementaux à respecter, d'autres empêchent les gouvernements de mettre en place des mesures écologiques draconiennes pour lutter contre les changements climatiques, dans la mesure où ces mesures pourraient limiter la capacité des multinationales d'engranger les profits. Ainsi, en Nouvelle-Zélande, le Parti Vert est d'avis que l'État pourrait être poursuivi par des pétrolières s'il s'avise d'interdire les forages en mer sous prétexte de protéger l'habitat du dauphin de Maui. Qu'en serait-il alors des derniers bélugas du Saint-Laurent, espèce officiellement classée « en voie de disparition »?

Limiter l'achat local

En définissant des règles supra-étatiques de droit international, c'est-à-dire des règles ayant préséance sur les lois adoptées par les gouvernements dûment élus, le PTP limitera grandement les pouvoirs de ces derniers en matière de commerce. Ainsi, il pourrait être très difficile pour un pays, voire impossible, d'encourager le commerce local sans s'exposer à des poursuites judiciaires, particulièrement en temps de crise. Avec le PTP, on peut penser que les supermarchés dans lesquels il est presque possible de se perdre se multiplieront davantage au Canada, au détriment des petits commerces de proximité.



Force est d'admettre que la plupart des cadeaux offerts à Noël termineront leur vie utile dans un dépotoir. Chaque année, les humains produisent plus de 4 milliards de tonnes de déchets, un chiffre qui devrait bondir de 40 % d'ici 2020.

POUR AGIR AUTREMENT

Made in ici

Un produit, alimentaire ou autre, qui est fabriqué à plus de 500 kilomètres de son point de vente, n'est pas considéré comme « local ». En achetant made in ici, non seulement on encourage la vie communautaire, mais on participe également au développement de l'économie locale. La Mauricie regorge de produits locaux qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Il suffit parfois d'une petite marche dans le quartier pour découvrir la diversité des produits offerts par les commerçants qui tiennent pignon sur rue à côté de chez soi.

Acheter équitable

Le coton, le sucre, le café, le thé, les épices, le vin, le chocolat, le karité, les produits cosmétiques, l'artisanat, les fruits, l'huile d'olive, le riz, voire même les fleurs coupées et les ballons de sport sont autant de produits qui peuvent porter l'étiquette « équitable », attestant qu'ils respectent l'environnement et la santé du producteur. Informez-vous auprès de vos commerçants.

Fabriquer maison

Près de 75 % des jouets sont fabriqués en Chine, parfois dans des conditions atroces pour les travailleurs. Pourtant, un cadeau n'est jamais aussi personnel que lorsqu'il est confectionné de la main de celle ou celui qui l'offre. L'artisanat est à la portée de tous. Il encourage le recyclage et les rapprochements humains. Plusieurs sites Internet regorgent d'idées originales, gratuites et faciles à réaliser.

Amende contre le gaspillage

Parmi les fléaux du 21^e siècle, le gaspillage alimentaire est à pointer du doigt. Chaque année, près de 300 millions de repas comestibles sont jetés à la poubelle au Canada. Un gaspillage qui a un prix : une famille met aux ordures 1600 \$ de nourriture par année en moyenne. Après avoir adopté au début de l'année un règlement obligeant sous peine d'amende les citoyens à séparer les produits alimentaires des ordures, la Ville de Vancouver s'est dotée d'une campagne visant à réduire le gaspillage alimentaire, semblable à celle lancée par l'Angleterre en 2007. Résultat britannique : le gaspillage alimentaire a été réduit de 21 %. Pourquoi ne pas encourager nos élus municipaux à en faire autant?

POUR EN SAVOIR PLUS

Dossier spécial sur la consommation responsable

Visitez notre site Internet pour en apprendre davantage sur le Partenariat transpacifique et la consommation responsable

www.cs3r.org

COMPLÉMENTS D'INFORMATION :

Le Conseil des Canadiens

www.canadians.org

Association québécoise pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

www.quebec.attac.org

Réseau québécois sur l'intégration continentale

www.rqic.alternatives.ca



Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598